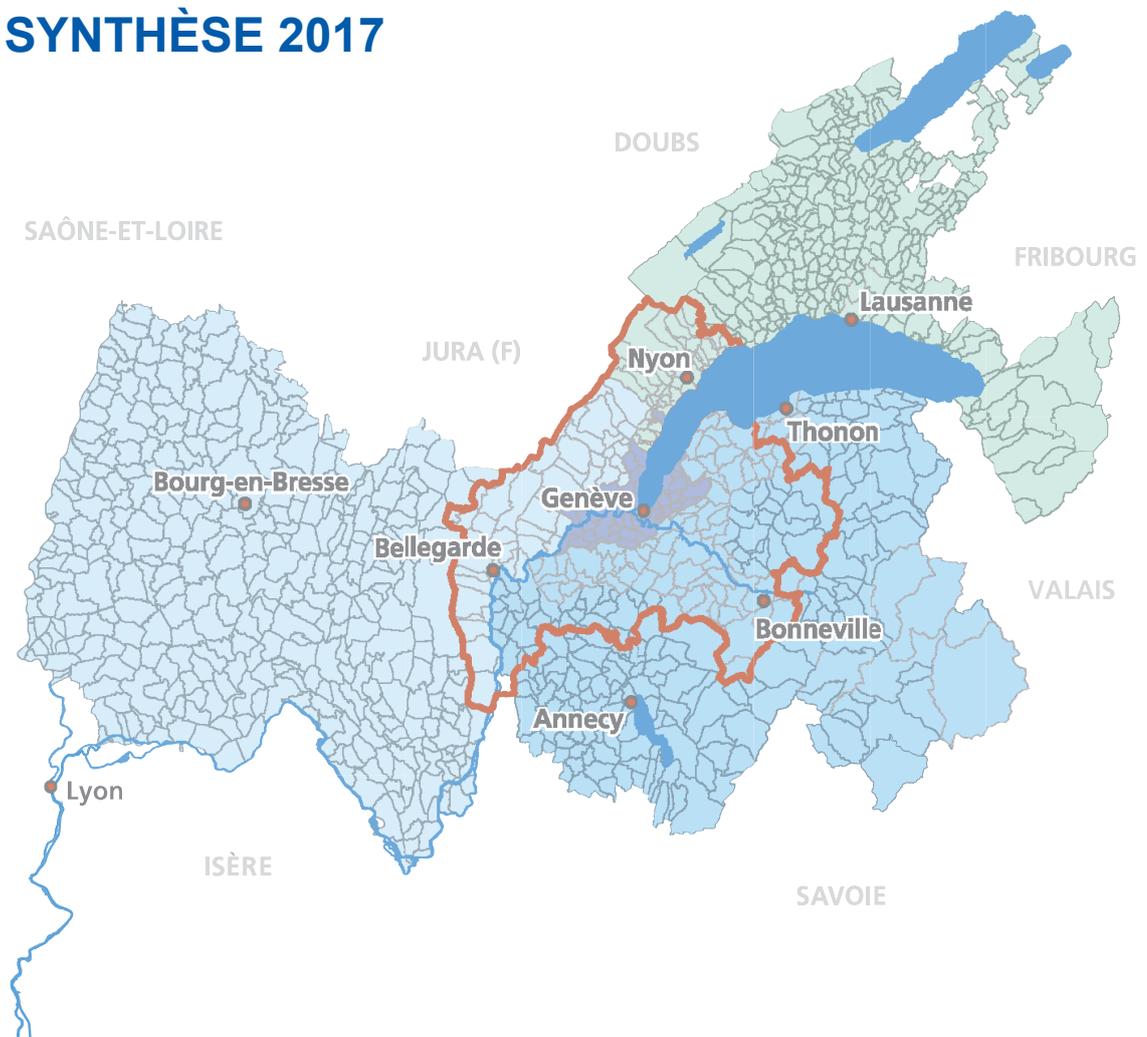




OBSERVATOIRE STATISTIQUE TRANSFRONTALIER

SYNTHÈSE 2017



Ain - Haute-Savoie – Genève - Vaud

OBSERVATOIRE STATISTIQUE TRANSFRONTALIER

SOMMAIRE

En bref	5
Territoires observés	6
1. Population	8
Démographie	8
Conditions de vie	11
2. Marché du travail	12
Emploi et établissements	12
Frontaliers et navetteurs	14
Chômage	16
3. Logement	18
Chiffres clés	21
Liste et sources des graphiques et des cartes	22

EN BREF

Le Territoire franco-valdo-genevois abrite 2 705 600 habitants en 2016. En dix ans, la population s'est accrue de 351 000 habitants (soit + 1,4 % par an en moyenne). Cette augmentation s'explique pour près de deux tiers par l'arrivée de nouvelles personnes, démontrant ainsi l'attractivité de ce territoire.

Dans l'Espace transfrontalier genevois, entre 2006 et 2014 (dernier chiffre disponible à cet échelon), la croissance de la population est encore plus forte : + 1,6 % en moyenne annuelle. Ce rythme est très élevé par rapport à l'évolution des populations de la Suisse et de la France. La croissance démographique reste notamment très soutenue dans la zone d'emploi du Genevois français. En 2014, 77 100 actifs transfrontaliers y résident en exerçant un emploi dans le canton de Genève, soit 19 % de plus qu'en 2009.

Dans le Territoire franco-valdo-genevois, en 2015, l'emploi croît moins vite (+ 0,4 %) que les années précédentes, sous l'effet d'un recul dans le canton de Vaud (- 0,7 %). Il progresse en revanche de 0,7 % dans l'Ain et de 1,0 % en Haute-Savoie, après être resté stable en 2014. À Genève, en 2015, la croissance de l'emploi demeure soutenue (+ 1,2 %).

Le taux de chômage se replie légèrement dans le Genevois français pour atteindre 7,5 % au 4^e trimestre 2016. Néanmoins, le nombre de chômeurs transfrontaliers continue de croître. Dans le canton de Genève, le taux de chômage est également en léger recul et s'élève à 5,5 % ce même trimestre. Dans le district de Nyon en revanche, il progresse de 0,3 point en glissement annuel et atteint 3,9 %.

La construction de logements se stabilise à un niveau élevé dans le canton de Genève, avec 1 940 mises en chantier au cours de l'année 2016. Dans le Genevois français, au contraire, le nombre de logements commencés chute sensiblement par rapport à 2015, mais les réservations d'appartements neufs continuent de progresser.

TERRITOIRES OBSERVÉS

L'OST s'attache à décrire la région transfrontalière selon deux périmètres. Le plus restreint, l'« Espace transfrontalier genevois », inclut, côté Suisse, le canton de Genève et le district de Nyon et, côté France, la zone d'emploi du Genevois français. Il s'insère dans un ensemble institutionnel de référence, constitué des cantons de Genève et de Vaud et des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie, nommé le « Territoire franco-valdo-genevois ».

La zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent. Les déplacements domicile-travail appréhendés de commune à commune constituent la donnée de base pour la détermination de ce zonage. Pour le Genevois français, les flux

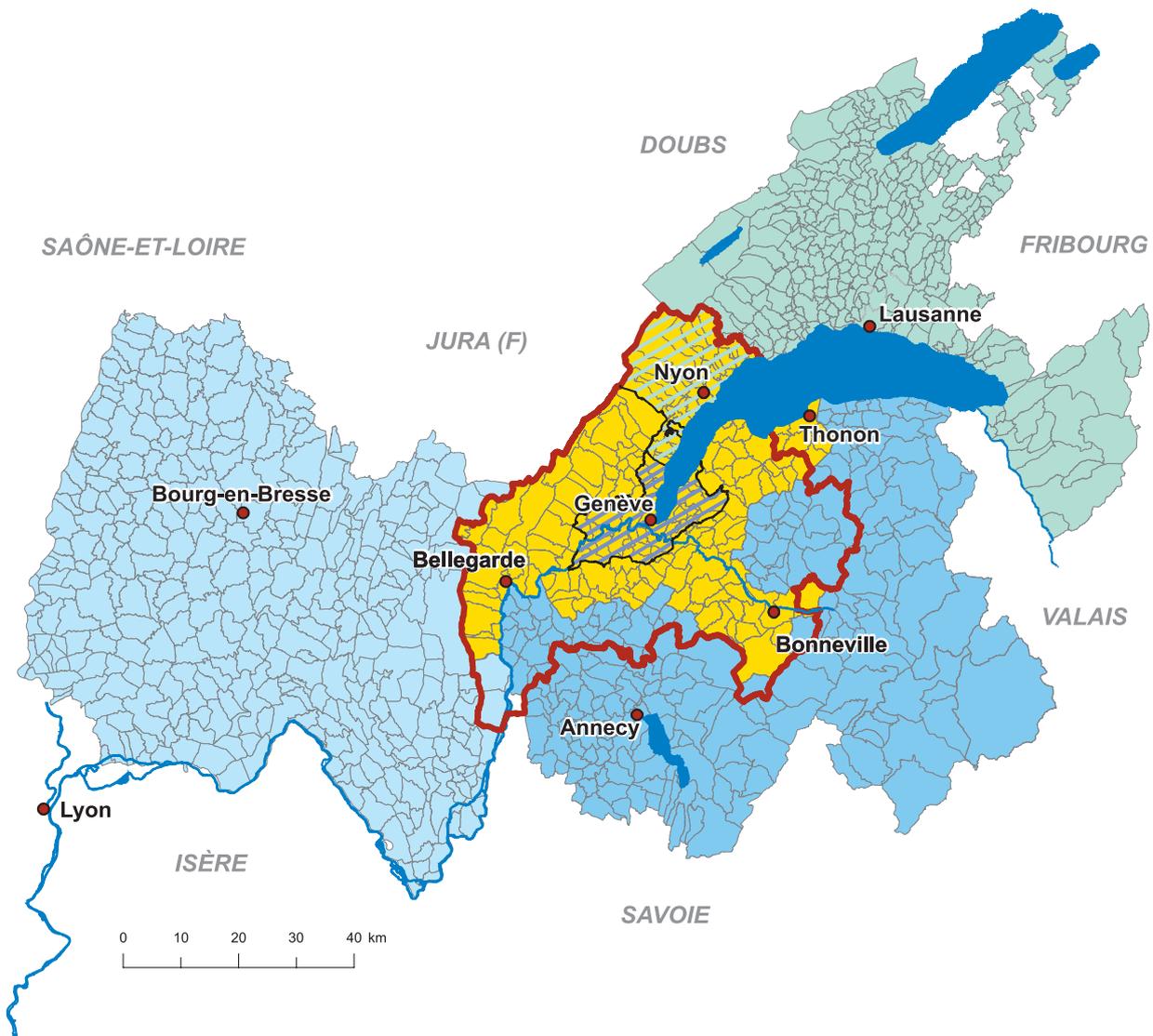
vers la Suisse ont été pris en compte. Ce découpage du territoire est particulièrement adapté aux études locales sur l'emploi et le tissu productif.

Depuis 2012, le Projet d'agglomération franco-valdo-genevois se nomme « Grand Genève ». Les communes incluses dans le « Grand Genève » se trouvent toutes dans le « Territoire franco-valdo-genevois » défini par l'OST. Seules huit communes du « Grand Genève » ne se trouvent pas dans l'« Espace transfrontalier genevois » : Allinges, Anthy-sur-Léman, Armoy, Lyaud, Margencel, Orcier, Thonon-les-Bains et Marignier. Les territoires du « Grand Genève » et de l'« Espace transfrontalier genevois » sont comparables aussi bien en termes de population que de dynamisme démographique.

Territoire franco-valdo-genevois

- Espace transfrontalier genevois
- ▨ Canton de Genève
- ▨ District de Nyon (canton de Vaud)
- Reste du canton de Vaud
- Département de l'Ain
- Département de la Haute-Savoie
- Grand Genève

Source : OST, Grand Genève



POPULATION

Démographie

La population du Territoire franco-valdo-genevois augmente à un rythme soutenu

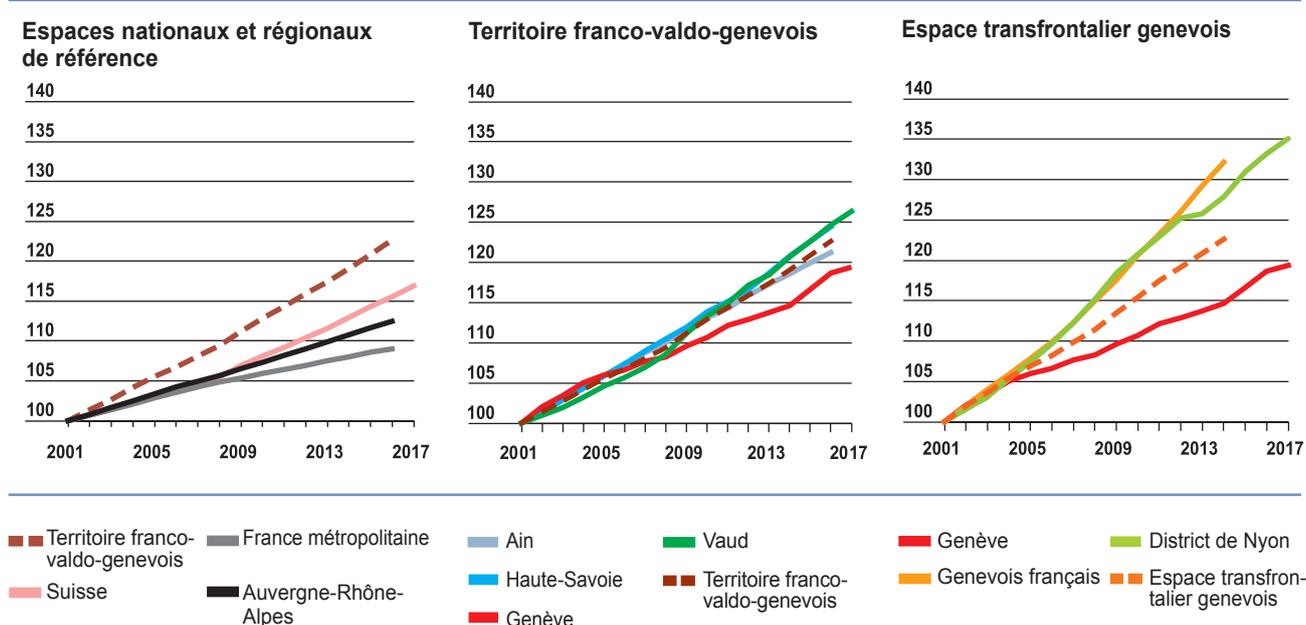
Au 1^{er} janvier 2016, le Territoire franco-valdo-genevois abrite 2 705 600 habitants, soit 351 000 personnes de plus qu'il y a dix ans. La population augmente de 1,4 % par an en moyenne depuis 2006, plus rapidement qu'en Suisse (+ 1,1 %), en région Auvergne-Rhône-Alpes (+ 0,8 %) et en France métropolitaine (+ 0,5 %).

La croissance démographique est très forte dans le canton de Vaud (+ 1,7 % par an en moyenne au cours de la période 2006 - 2016). Elle demeure soutenue dans l'Ain (+ 1,2 %) et surtout en Haute-Savoie (+ 1,5 %), qui reste de ce point de vue le plus dynamique des 96 départements de la France métropolitaine. La population du canton de Genève, déjà très dense, augmente de 1,1 % par an durant la décennie.

La hausse de la population s'explique en grande partie par les nombreuses arrivées induites par l'attractivité du territoire. Entre 2006 et 2016, en moyenne, 23 000 personnes supplémentaires y résident chaque année. Le solde migratoire contribue ainsi pour 1,0 % à la croissance annuelle moyenne observée. L'excédent des naissances sur les décès, de l'ordre de 12 000 personnes par an en moyenne sur la période, conduit quant à lui à faire augmenter la population de 0,4 % par an.

Les migrations ont un impact important sur la population du canton de Vaud, dont elles assurent à elles seules 77 % de la croissance démographique. Elles jouent moins fortement dans les autres parties du Territoire franco-valdo-genevois. Leur contribution est de 63 % dans le canton de Genève, de 62 % dans l'Ain et de 58 % en Haute-Savoie, les deux départements français bénéficiant notamment d'une plus forte fécondité.

G 01 - Evolution de la population depuis 2001 (janvier 2001 = 100)



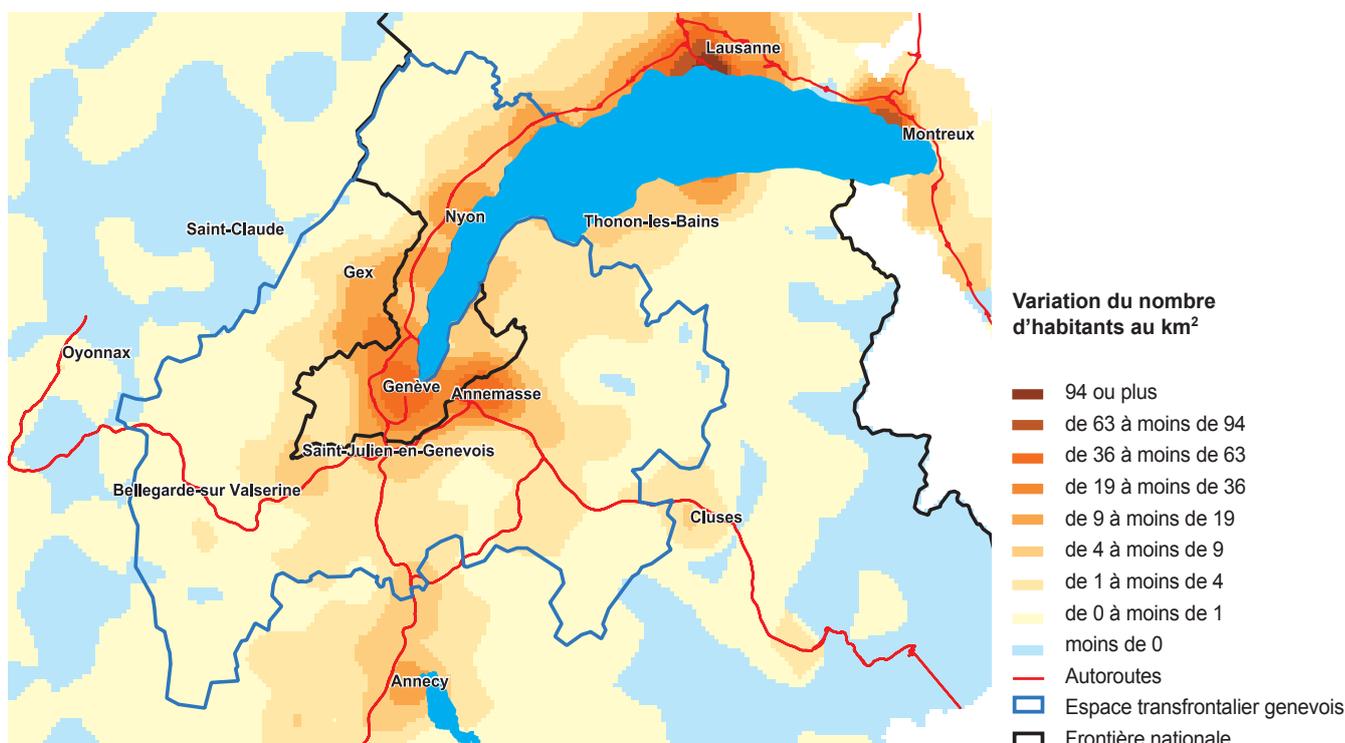
Au 1^{er} janvier 2014, 971 200 personnes habitent l'Espace transfrontalier genevois constitué de la zone d'emploi du Genevois français, du canton de Genève et du district de Nyon. L'expansion démographique se poursuit à un rythme très rapide au sein de cet espace, notamment dans la partie française. La population du Genevois français progresse au rythme de + 2,4 % par an en moyenne entre 2009 et 2014, contre + 1,5 % dans le district de Nyon et + 0,9 % dans le canton de Genève.

La croissance démographique est particulièrement forte dans les communes du Pays de Gex, à l'image de Ferney-Voltaire (+ 3,2 %, 9 340 habitants au 1^{er} janvier 2014), Prévessin-Moëns (+ 6,5 %, 7 710 habitants) et Thoiry (+ 3,8 %, 6 060 habitants). Du côté de la Haute-Savoie, les communes de Vétraz-Monthoux (+ 4,9 %, 8 200 habitants) et Cranves-Sales (+ 3,9 %, 6 430 habitants) illustrent l'extension urbaine dans la banlieue d'Annemasse. Autour de Saint-Julien-en-Genevois, les communes de Vulbens, Archamps ou encore Chênex enregistrent des croissances supérieures à 6 % par an.

L'extension de l'agglomération genevoise touche aussi des communes plus éloignées de la frontière mais souvent proches des autoroutes, comme Villy-le-Pelloux au nord d'Annecy (+ 7,9 %, 910 habitants) ou Billiat (+ 5,5 %, 600 habitants), au sud-ouest de Bellegarde-sur-Valsérine.

Ainsi, l'Espace transfrontalier genevois continue de se densifier : avec + 27 habitants/km² entre 2009 et 2014, il atteint une densité de 369 habitants par km². Annemasse, par exemple, voit sa densité augmenter au même rythme que certaines communes d'Île-de-France. Le Genevois français (196 habitants/km²) est la zone d'emploi la plus dense de la région Auvergne-Rhône-Alpes, derrière celle de Lyon (573 habitants/km²). La densité de population reste cependant dix fois plus importante dans le canton de Genève.

C 01 - Variation de la densité de population, entre 2009 et 2014



Un nouvel arrivant sur deux dans le Genevois français possède un diplôme d'études supérieures

Au 1^{er} janvier 2014, le Genevois français compte 21 750 personnes qui n'y résidaient pas un an auparavant¹. Plus d'un tiers d'entre elles vivaient à l'étranger. En un an, 4 050 personnes sont notamment venues s'installer depuis la Suisse. Le Genevois français est aussi un territoire très attractif vis-à-vis des autres territoires français. Entre début 2013 et début 2014, un peu plus de 13 900 personnes sont arrivées depuis une autre commune de la France métropolitaine, quand, dans le même temps, 10 140 faisaient le chemin inverse. En un an, l'excédent migratoire avec le reste de la France représente ainsi près de 3 760 personnes.

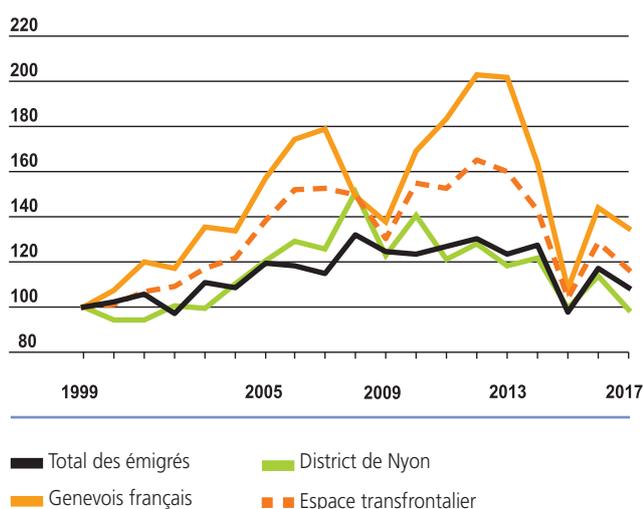
Les personnes nouvellement arrivées dans le Genevois français sont majoritairement de jeunes actifs diplômés. Six nouveaux arrivants sur dix ont entre 15 et 39 ans, alors que ces classes d'âges représentent le tiers de la population du Genevois français. Plus de la moitié (51 %) des nouveaux

arrivants âgés de 25 ans ou plus possèdent un diplôme d'études supérieures contre 34 % de la population du Genevois français de la même tranche d'âge. Parmi les actifs venus s'installer dans le Genevois et ayant un emploi, plus de la moitié (52 %) travaillent à l'étranger contre 44 % des actifs de l'ensemble de la zone d'emploi.

Baisse des émigrés du canton de Genève en 2016

En 2016, 19 900 personnes ont quitté le canton de Genève pour s'installer en Suisse ou à l'étranger. Ce chiffre est sensiblement inférieur à la moyenne 2006 - 2015 (22 200 personnes). En 2016, 7 % des ex-résidents genevois se sont installés dans le district de Nyon. Le Genevois français en a attiré 10 %, dont trois quarts sont des Suisses. Si le nombre total d'émigrés est exhaustif, les résultats par destination sont partiels, tous les émigrés n'indiquant pas le lieu de leur nouvelle résidence.

G 02 - Evolution du nombre d'émigrés du canton de Genève, par destination (début 1999 = 100)



¹ L'analyse des migrations résidentielles porte uniquement sur la population âgée d'un an ou plus.

Conditions de vie

En 2015, près de 3 300 allocataires perçoivent le «Revenu de Solidarité Active (RSA) socle» seul dans le Genevois français. L'augmentation du nombre de bénéficiaires (+ 3,1 %) par rapport à l'année précédente est comparable à celle observée dans l'ensemble de la région Auvergne-Rhône-Alpes (+ 3,2 %). En prenant en compte les autres membres du foyer allocataire, 5 500 personnes de la zone d'emploi sont ainsi couvertes par ce dispositif versant un supplément de revenu aux personnes sans ressources ou à faibles revenus d'activité.

Les communes d'Annemasse et de Gaillard concentrent un tiers des allocataires du «RSA socle» résidant dans le Genevois français. Dans ces deux villes, 20 % des familles sont monoparentales et plus de 20 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, alors que le taux de pauvreté atteint 11 % dans l'ensemble de la zone d'emploi et 14,5 % en France métropolitaine.

Dans le canton de Genève, le taux d'aide sociale au sens large s'établit à 14,0 % en 2015, en augmentation par rapport à 2014 (13,6 %). Le nombre de bénéficiaires s'élève ainsi à 66 800 personnes, dont un quart (16 700) sont âgées de moins de 18 ans. Le taux d'aide sociale au sens large, calculé par l'Office fédéral de la statistique, porte sur la part des habitants du canton de Genève qui ont bénéficié d'au moins une des prestations suivantes : prestations complémentaires cantonales à l'AVS et l'AI (assurance-vieillesse, survivants et assurance-invalidité), avance de pensions alimentaires, prestations complémentaires familiales et aide sociale au sens strict. Une personne qui reçoit plusieurs prestations n'est comptabilisée qu'une fois.

MARCHÉ DU TRAVAIL

Emploi et établissements

Dans le Territoire franco-valdo-genevois, la croissance de l'emploi marque le pas en 2015

En 2015², l'emploi repart légèrement à la hausse (+ 0,4 %) en France métropolitaine après une année de stagnation. Sa croissance est portée par les salariés (+ 0,5 %), l'emploi non salarié diminuant de 0,3 %. La reprise est un peu plus vigoureuse en région Auvergne-Rhône-Alpes (+ 0,7 %). En Suisse, l'emploi progresse au même rythme que les années précédentes : + 1,1 %, après + 1,0 % en 2014.

Dans le Territoire franco-valdo-genevois, en 2015, l'emploi augmente moins vite (+ 0,4 %) que les années passées, sous l'effet du recul enregistré dans le canton de Vaud. Il progresse de 0,7 % dans l'Ain et de 1,0 % en Haute-Savoie, alors que ces deux départements n'avaient guère créé d'emplois en 2014. Côté suisse, en 2015, l'emploi continue de croître de manière soutenue dans le canton de Genève (+ 1,2 %) et se replie dans le canton de Vaud (- 0,7 %). En revanche, la tendance s'inverse en 2016 : l'emploi stagne à Genève (- 0,1 %) et augmente dans le canton de Vaud (+ 2,0 %).

Dans le Genevois français, l'emploi est resté atone en 2014³ (+ 0,1 %), comme dans les zones voisines du Chablais, de la Vallée de l'Arve ou d'Annecy. L'emploi salarié ne progresse pas dans le Genevois français. Les gains dans les services non marchands (+ 2,0 %) mais aussi l'industrie (+ 0,5 %) contribuent à compenser les pertes enregistrées dans le tertiaire marchand (- 0,6 %) et surtout la construction (- 4,7 %). L'emploi non salarié augmente peu (+ 0,4 %) par rapport à l'année précédente.

Plus de 60 000 établissements en activité dans l'Espace transfrontalier genevois

Au 1^{er} janvier 2016, 23 700 établissements du secteur marchand non agricole sont en activité dans le Genevois français, soit 3,1 % de plus qu'en 2015. Les services marchands (commerce, services, hébergement restauration, activités financières, ...) regroupent les deux tiers des établissements et leur nombre progresse de + 3,2 %. Le secteur des activités financières et d'assurance est celui qui connaît la plus forte augmentation (+ 5,4 % en un an).

² Données provisoires.

³ Dernière année disponible.

Comme dans la France dans son ensemble, le tissu productif local se compose essentiellement d'établissements de petite taille : 71 % n'ont aucun salarié et 23 % en emploient entre 1 et 9. Les 6 % d'établissements de 10 salariés ou plus concentrent près des trois quarts des postes.

Deux secteurs se partagent 61 % des 83 800 postes que compte le Genevois français. Celui comprenant l'administration, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale emploie près de 26 600 salariés, soit 32 % du total. C'est dans ce secteur qu'œuvrent les plus gros établissements employeurs du territoire avec notamment deux centres hospitaliers, à Contamine-sur-Arve et à Saint-Julien-en-Genoivois. Le secteur du commerce, des transports et de l'hébergement-restauration regroupe pour sa part 29 % des effectifs (24 500). L'industrie, avec 13 300 postes, en rassemble 16 %, dont 3 800 dans le seul secteur de la métallurgie. L'industrie pharmaceutique est aussi bien implantée avec la présence de grands établissements à Gaillard.

Dans le canton de Genève, en 2014, on dénombre 39 000 établissements, soit 2,8 % de plus qu'en 2013. Ces établissements regroupent 366 000 em-

ploiés (salariés ou non) correspondant à 303 700 emplois exprimés en équivalent temps plein.

Le secteur groupant l'administration publique, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale reste, comme les années précédentes, le plus important : il représente 23 % des emplois du canton.

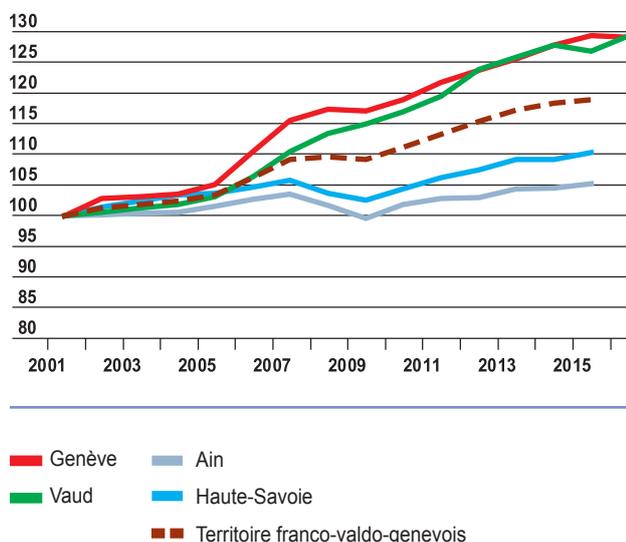
Cette part importante en comparaison régionale s'explique en grande partie par le statut de métropole de Genève qui se traduit, entre autres, par la présence d'une université et d'un hôpital universitaire.

Les activités financières et d'assurance rassemblent également un grand nombre d'emplois : 30 000 en 2014, soit 8,3 % du total. Les activités extraterritoriales, qui comprennent les organisations internationales, les ambassades, les consulats et les missions permanentes, représentent, quant à elles, 26 800 emplois.

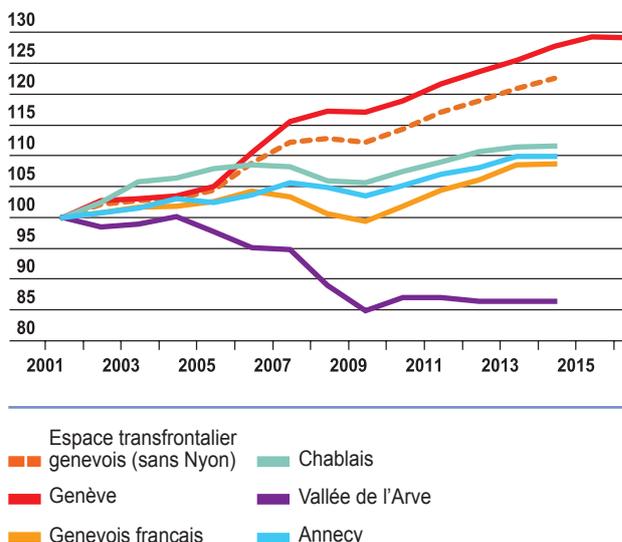
Le district de Nyon compte 42 800 emplois. Le commerce, les services marchands et non marchands en représentent 81 %.

G 03 - Evolution de l'emploi (fin 2001 = 100)

Territoire franco-valdo-genevois



Espace transfrontalier genevois et zones d'emploi voisines



Frontaliers et navetteurs

Entre 2009 et 2014, 18 000 personnes supplémentaires résident en France tout en occupant un emploi dans le canton de Genève

Au 1^{er} janvier 2014, 96 180 actifs transfrontaliers résidant en France travaillent dans le canton de Genève, soit 23 % de plus qu'en 2009. Ils s'y rendent très majoritairement en voiture. Huit sur dix (soit 77 070) habitent une commune de la zone d'emploi du Genevois français. Ils sont aussi 9 000 à se déplacer depuis la zone d'emploi d'Annecy (9 %) et 3 930 (4 %) depuis celle du Chablais.

Le canton de Genève constitue ainsi la destination de travail d'un peu plus de la moitié des 180 000 actifs effectuant des navettes entre la France et la Suisse en 2014 (53 %). Depuis 2009, le nombre de navetteurs vers le canton de Genève a augmenté de 3 630 personnes en moyenne chaque année, soit une augmentation annuelle moyenne de 4,3 %. Parmi eux, 2 470 frontaliers supplémentaires se déplacent depuis le Genevois français (+ 3,6 % par an en moyenne). Mais ils sont surtout 730 de plus chaque année à traverser la frontière en provenance de la zone plus éloignée d'Annecy, des flux en hausse de 11 % par an.

Les actifs transfrontaliers du canton de Genève sont plus souvent des hommes (58 %) et en très grande majorité des salariés (95 %). Les professions intermédiaires et surtout les cadres sont surreprésentés comparativement aux actifs exerçant leur emploi en France, avec respectivement 31 % et 24 % des navetteurs. En outre, 11 % des résidents du Genevois français exerçant un emploi dans le canton de Genève se déclarent de nationalité suisse au recensement de la population (soit 8 780 personnes).

Presque 30 000 personnes viennent travailler à Genève depuis un autre canton

Fin 2015, 28 100 navetteurs se rendent à Genève pour travailler depuis un autre canton suisse. Ces personnes résident très majoritairement (88 %) dans le canton de Vaud (24 600), et plus particulièrement dans le district de Nyon (14 300). De manière générale, les navetteurs se déplaçant à Genève utilisent le train (52 %) ou la voiture (43 %).

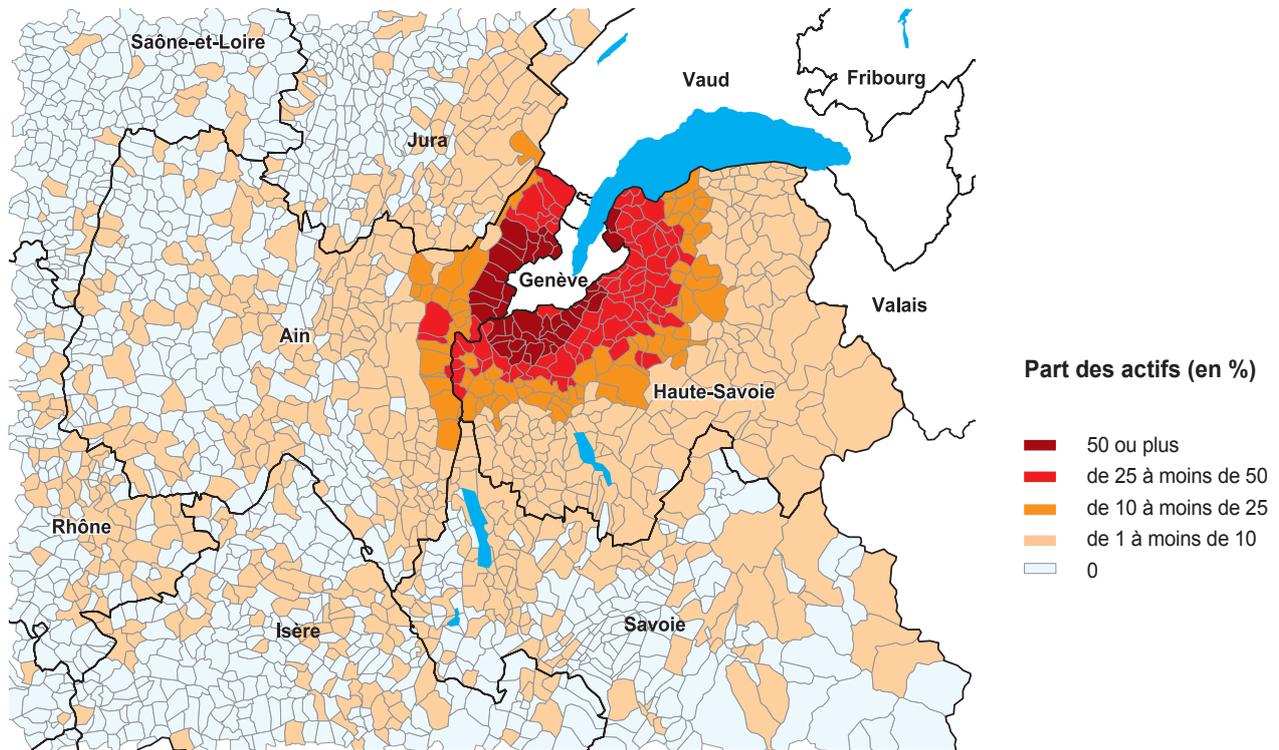
Moins de 2 000 fonctionnaires internationaux (1 750) résidant dans un autre canton travaillent à Genève.

La croissance du nombre de frontaliers étrangers actifs dans le canton de Genève est soutenue en 2016

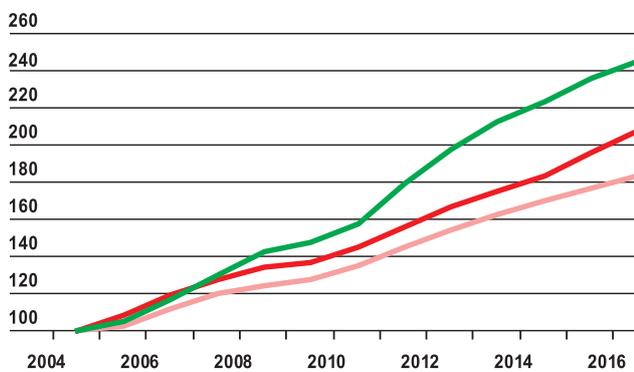
A Genève, le nombre de frontaliers étrangers actifs atteint 83 200 personnes à fin 2016, soit 27 % de l'ensemble des frontaliers étrangers actifs en Suisse. Entre 2015 et 2016, la hausse du nombre de frontaliers actifs se monte à 6,8 % (Vaud : + 4,5 % ; Suisse : + 4,5 %). La progression est particulièrement marquée dans l'hébergement (+ 12,3 %), la restauration (+ 8,5 %) ainsi que dans l'information et la communication (+ 10,9 %). Toutefois, un recul est enregistré dans la branche « fabrication de produits informatiques et électroniques ; horlogerie » (- 1,5 %).

⁴ Les frontaliers étrangers actifs regroupent les personnes qui ne résident pas en Suisse et qui ont besoin d'un permis de travail (permis frontalier) pour y exercer une activité professionnelle. Les personnes de nationalité suisse ou les fonctionnaires internationaux n'en font pas partie.

C 02 - Part d'actifs travaillant dans le canton de Genève parmi les actifs occupés des communes françaises, en 2014



G 04 - Evolution du nombre de frontaliers étrangers en activité en Suisse (fin 2004 = 100)



— Suisse — Vaud
 — Genève

Chômage

Au dernier trimestre 2016, en France métropolitaine, le taux de chômage s'élève à 9,7 % et baisse de 0,2 point par rapport au dernier trimestre de l'année précédente. Cette décruce du chômage se traduit plus légèrement en Auvergne-Rhône-Alpes, mais la région se situe toujours un point en deçà de la moyenne nationale. Le taux de chômage au sens du BIT recule aussi en Suisse (- 0,3 point), après avoir augmenté de façon significative en 2015 (+ 0,6 point). Il touche 4,6 % de la population active au quatrième trimestre 2016.

En 2016, le chômage baisse hormis dans le district de Nyon

Le Genevois français, comme la plupart des zones d'emploi voisines, enregistre une baisse du taux de chômage en 2016. Celui-ci atteint 7,5 % en fin d'année, soit 0,2 point de moins qu'au quatrième trimestre 2015. Avec respectivement 7,3 % et 7,2 %, l'Ain et de la Haute-Savoie se classent toujours parmi les départements français les moins touchés par le chômage au dernier trimestre de l'année 2016.

Dans le canton de Genève, la proportion de chômeurs inscrits auprès des offices de placement diminue de 0,1 point pour atteindre 5,5 % au dernier trimestre 2016. Dans le canton de Vaud, le taux de chômage⁵ atteint 4,7 %, résultat similaire à

2015. Ces deux cantons restent parmi les cantons suisses les plus exposés au chômage en 2016. La situation est plus favorable dans le district de Nyon, mais elle tend à se dégrader (3,9 % au quatrième trimestre 2016, soit + 0,3 point en un an).

Le nombre de chômeurs transfrontaliers⁶ progresse encore

Au cours de l'année 2016, le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés par Pôle emploi dans l'Ain et la Haute-Savoie augmente faiblement (+ 630 chômeurs, soit 1,0 %). Cette évolution tient uniquement à celle des actifs transfrontaliers, dont le chômage ne cesse de croître depuis 2010.

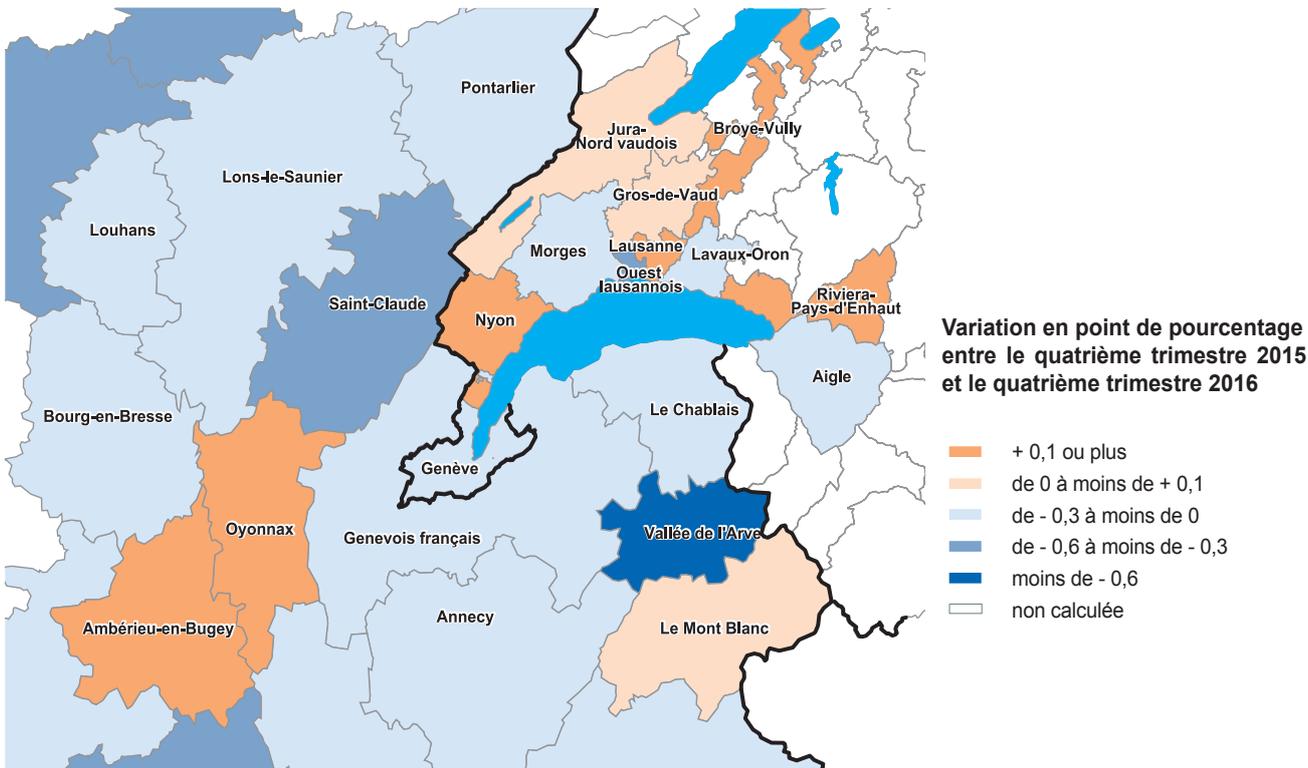
En un an, le nombre de chômeurs résidant dans ces départements et dont le dernier emploi occupé se trouvait en Suisse a progressé de + 7,7 %. Au dernier trimestre 2016, 10 170 personnes sont ainsi concernées. Les transfrontaliers représentent 8,4 % de l'ensemble des chômeurs dans l'Ain. En Haute-Savoie, plus de deux demandeurs d'emploi sur dix (21,6 %) ont occupé leur dernier emploi de l'autre côté de la frontière.

Depuis 2009, le nombre de chômeurs transfrontaliers a plus que doublé et progresse plus rapidement que la population qui réside en France tout en travaillant en Suisse.

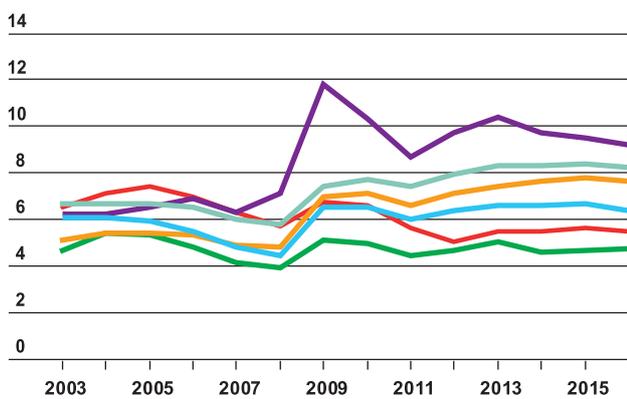
⁵ En Suisse, le taux de chômage par canton ne prend en compte que les chômeurs inscrits dans un Office régional de placement (ORP). Son niveau n'est donc pas directement comparable au taux de chômage au sens du BIT et au taux de chômage français.

⁶ Chômeurs indemnisés par Pôle emploi dont le dernier emploi se trouvait en Suisse, quelle que soit leur nationalité.

C 03 - Evolution du taux de chômage par zone d'emploi (France) et canton ou district (Suisse)

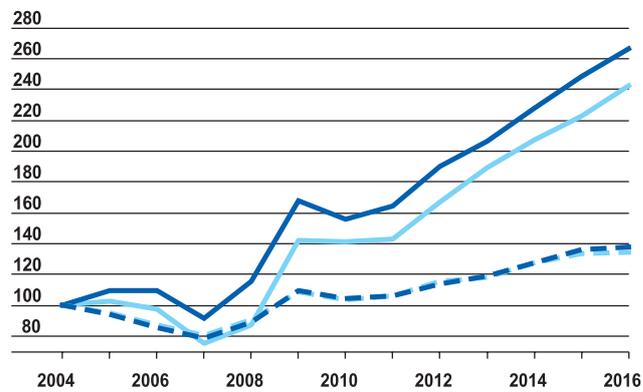


G 05 - Taux de chômage moyen annuel, en %



- Genève
- Vallée de l'Arve
- Vaud
- Chablais
- Genevois français
- Anancy

G 06 - Evolution du nombre de chômeurs transfrontaliers indemnisés (4^e trimestre 2004 = 100)



- Chômeurs transfrontaliers Ain
- Chômeurs transfrontaliers Haute-Savoie
- Ensemble chômeurs Ain
- Ensemble chômeurs Haute-Savoie

LOGEMENT

Début 2014, parmi les 471 500 logements recensés dans l'espace transfrontalier genevois, 205 900 sont situés dans la zone d'emploi du Genevois français (44 %), 222 200 dans le canton de Genève (47 %) et 43 400 dans le district de Nyon (9 %).

Le nombre de logements mis en chantier fléchit dans le Genevois français, mais reste stable dans le canton de Genève

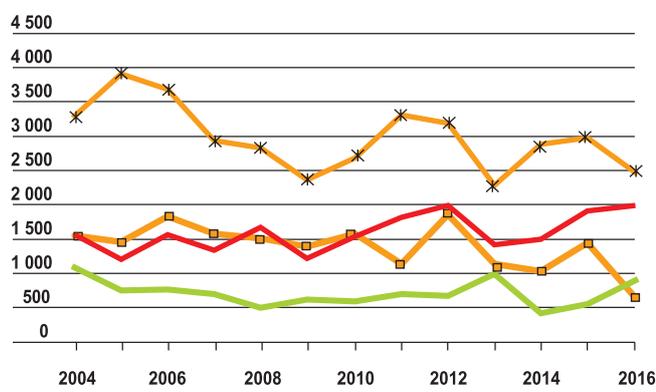
Dans le Genevois français, en 2016, le nombre de logements mis en chantier diminue par rapport à l'année précédente et atteint son plus bas niveau depuis 2004. À peine 3 000 logements ont ainsi été commencés dans l'ensemble de la zone d'emploi. La baisse est très forte dans la partie Ain, où les ouvertures de chantier ont été divisées par deux par rapport à 2015. Elles reculent par ailleurs de 17 % dans la partie haut-savoyarde, et notamment dans la communauté d'agglomération d'Annemasse. En Auvergne-Rhône-Alpes et dans la France dans son ensemble, l'activité dans la construction résidentielle retrouve au contraire de la vigueur.

Dans le canton de Genève, 1 940 logements ont été mis en chantier en 2016, un chiffre similaire à celui de 2015, mais nettement supérieur à la moyenne observée entre 2000 et 2015 (1500 mises en chantier par an). A moyen terme, le potentiel de construction de logements neufs est donc important. Le nombre de logements autorisés à la construction en 2016 se fixe à 2 400 et, à la fin de l'année, 4 300 logements sont en cours de construction. Similaires à ceux de 2015, ces chiffres restent élevés par rapport aux moyennes enregistrées entre 2000 et 2015 : 1 700 logements autorisés et 2 700 en cours de construction. Dans le district de Nyon, le nombre de logements mis en chantier en 2016 (850) se situe au-dessus de la moyenne 2000 - 2015 (650 logements).

Nouvelle hausse des ventes de logements neufs dans le Genevois français

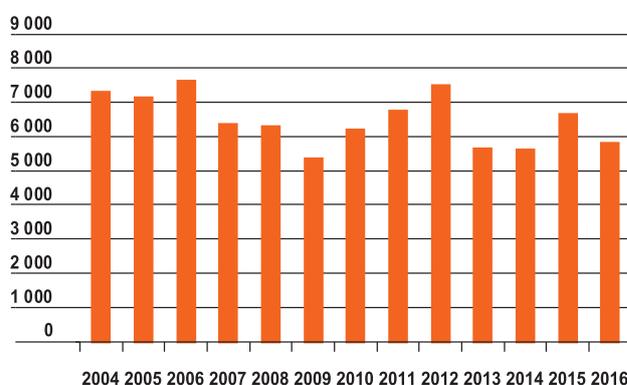
En 2016, les ventes de logements neufs dans le Genevois français augmentent pour la deuxième année consécutive. Près de 290 maisons et 2 260 appartements ont ainsi été réservés au cours de l'année, un chiffre en hausse

G 07 - Logements commencés



■ Genevois français partie Ain ■ Genève
✕ Genevois français partie H-S ■ District de Nyon

G 08 - Logements commencés dans l'Espace transfrontalier genevois



de 10 %. Le marché des appartements a été plus dynamique dans la partie haut-savoiarde (+ 11,8 %, soit 1 640 ventes) que du côté de l'Ain (+ 5,8 %, 620 ventes). Les ventes progressant plus rapidement que les nouvelles mises sur le marché, les stocks tendent à se réduire. Fin 2016, environ 2 720 logements (appartements et maisons) restent disponibles à la vente, soit 400 de moins que l'année précédente.

Par rapport à 2015, le prix des appartements augmente légèrement dans la partie Ain de la zone d'emploi et cède, à l'inverse, 1,3 % dans celle de Haute-Savoie. Les biens immobiliers restent sensiblement plus chers dans la première que dans la seconde. Dans le pays de Gex, le prix des appartements neufs atteint 4 580 euros le m² en 2016 (4 993 francs suisses⁷). Dans la communauté d'agglomération d'Annemasse-Les Voirons en revanche, les niveaux de prix sont proches de ceux pratiqués en région Auvergne-Rhône-Alpes (3 785 euros le m², soit 4 126 francs suisses).

Sur le segment de l'individuel, le prix de vente d'une maison avec terrain en 2016 s'élevait à 478 000 euros en moyenne dans le Genevois français de l'Ain, contre 323 000 euros dans la partie Haute-Savoie (soit respectivement 521 000 et 352 000 francs suisses).

A Genève, le marché de l'immobilier est dynamique

En 2015, le marché genevois de l'immobilier a été particulièrement dynamique : 2 728 transactions immobilières ont été réalisées dans le canton, représentant une valeur globale de 6,007 milliards de francs suisses (5,511 milliards d'euros). Il s'agit des chiffres les plus élevés depuis la création de la statistique des transactions immobilières, en 1990.

Le prix médian au m² des appartements se fixe à 7 887 francs (7 235 euros), en baisse de 4 % par rapport à 2014, après avoir déjà diminué de 9 % entre 2013 et 2014. Pour les appartements neufs, le prix médian au m² s'établit à 7 294 francs

(6 691 euros) en 2015 et, pour les appartements non neufs, à 8 877 francs (8 143 euros), un niveau stable par rapport à 2014.

Concernant les maisons individuelles (y compris le terrain), le prix médian est de 1,570 million de francs (1,440 million d'euros), en baisse de 5 % par rapport à 2014. Il atteint 1,680 million de francs (1,540 million d'euros) pour les objets anciens et 1,455 million (1,335 million d'euros) pour les objets neufs. Cet écart de prix est notamment dû à la différence de surface de la parcelle sur laquelle la maison est sise : 333 m² en moyenne pour les maisons neuves, contre 1 178 m² pour les non-neuves.

Plus de logements sociaux dans le Genevois français, un peu moins à Genève

Au 1^{er} janvier 2016, le parc locatif social du Genevois français se compose de 23 160 logements. Leur nombre augmente de 4,1 % en un an, soit plus fortement qu'en Auvergne-Rhône-Alpes (+ 1,6 %). La croissance du parc a été très importante du côté de l'Ain, avec 600 logements supplémentaires (+ 8,0 %).

La partie haut-savoiarde concentre près des deux tiers du parc locatif social de la zone d'emploi. Cependant, la densité de logements sociaux y reste faible au regard de la population. Elle atteint seulement 11,5 logements sociaux pour 100 ménages, contre 16,5 dans la partie Ain et un peu plus de 15 en moyenne régionale. Le taux de vacance dans le parc social reste donc très faible dans un contexte de forte demande.

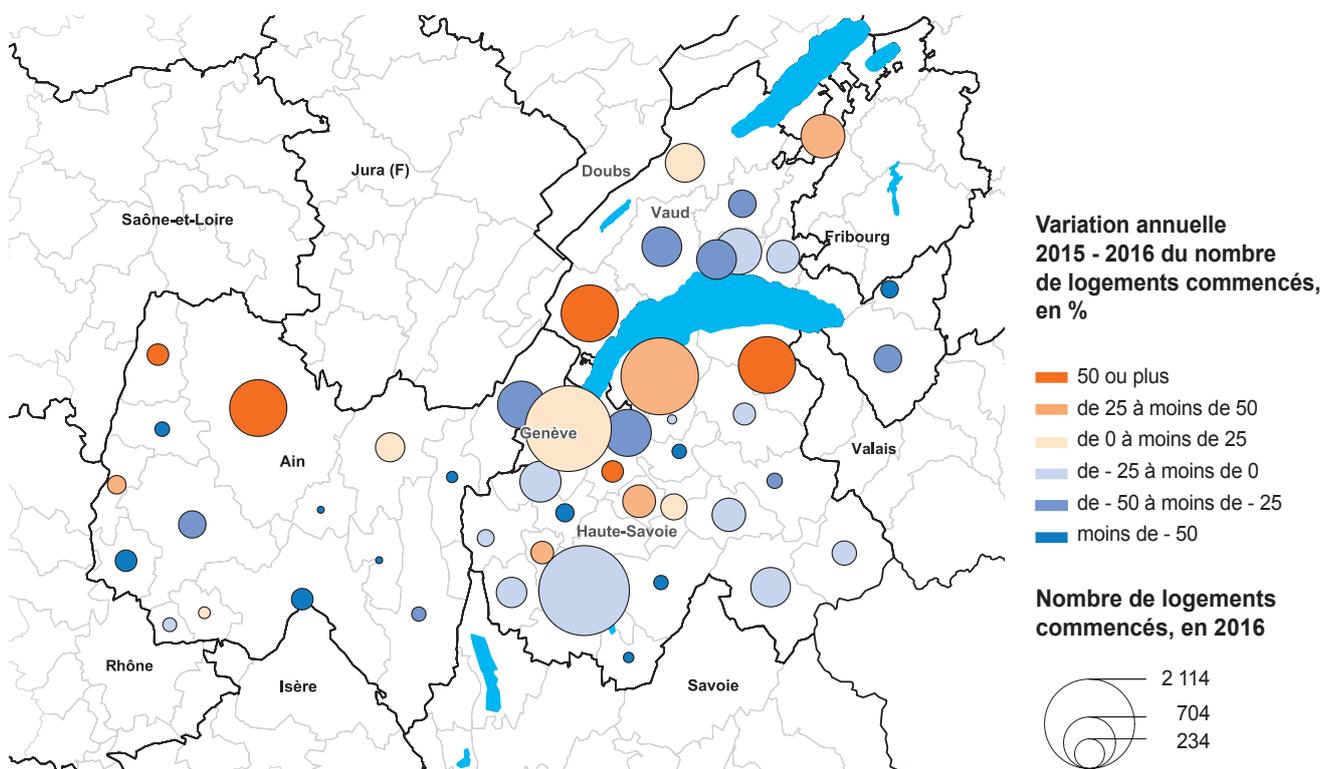
Dans le canton de Genève, le parc de logements subventionnés (selon la loi générale sur le logement et la protection des locataires) diminue légèrement et passe de 18 482 logements en 2015 à 18 106 en 2016.

⁷ Taux de change moyen en 2016.

Résidences secondaires

En 2014, le parc de logements du Genevois français comprend 19 580 résidences secondaires, soit 980 de plus qu'en 2009. Dans le même temps, le nombre de résidences principales s'est accru de 20 360 unités avec la forte pression démographique. Les résidences secondaires représentent désormais 9,5 % de l'ensemble des logements, contre 10,2 % en 2009. Cette part reste inférieure à celle de la région Auvergne-Rhône-Alpes (11,8 %) qui possède un potentiel touristique important du fait de ses nombreuses stations de ski.

C 04 - Construction de logements par établissement public de coopération intercommunale (France), canton ou district (Suisse)



Note : Un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre est une structure administrative destinée à regrouper des communes pour l'exercice de leurs compétences autour d'un projet de développement local et à favoriser l'aménagement du territoire, et disposant du droit de prélever l'impôt. Les EPCI à fiscalité propre exercent des compétences obligatoires, prévues par la loi, et des compétences facultatives confiées par les communes. Ils peuvent être de différentes formes selon leur taille et le nombre de compétences exercées (communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine, métropole).

Chiffres clés

	Territoire franco-valdo-genevois					Espace transfrontalier genevois				
	Total	Ain	Haute-Savoie	Genève	Vaud	Total	Genève	ZE Genevois français	Genève	District de Nyon
Population (début d'année)										
2009	2 453 000	588 900	725 800	453 400	684 900	899 200	453 400	361 500	84 300	
2014	2 626 700	626 100	783 100	474 200	743 300	971 100	474 200	406 000	90 900	
Evolution annuelle moyenne 2009-2014	1,4 %	1,2 %	1,5 %	0,9 %	1,6 %	1,6 %	0,9 %	2,4 %	1,5 %	
Emploi (fin d'année)										
2011	1 252 600	212 600	298 200	354 500	387 300	493 400	354 500	99 000	39 900	
2012	1 273 700	212 700	301 800	357 600	401 600	499 400	357 600	100 700	41 100	
2013	1 290 800	215 900	306 600	360 200	408 100	505 400	360 200	103 000	42 200	
2014	1 303 400	216 200	306 800	366 000	414 400	511 900	366 000	103 100	42 800	
Evolution 2013-2014	1,0 %	0,1 %	0,1 %	1,6 %	1,5 %	1,3 %	1,6 %	0,1 %	1,4 %	
Taux de chômage * (4^e trimestre)										
2013	n.d.	7,0 %	7,3 %	5,5 %	5,1 %	n.d.	5,5 %	7,3 %	4,3 %	
2014	n.d.	7,4 %	7,6 %	5,3 %	4,6 %	n.d.	5,3 %	7,8 %	3,3 %	
2015	n.d.	7,3 %	7,4 %	5,6 %	4,7 %	n.d.	5,6 %	7,7 %	3,6 %	
2016	n.d.	7,3 %	7,2 %	5,5 %	4,7 %	n.d.	5,5 %	7,5 %	3,9 %	
Nombre de logements commencés**										
2013	19 400	5 300	8 100	1 400	4 600	5 600	1 400	3 300	900	
2014	18 200	4 600	7 800	1 400	4 400	5 600	1 400	3 800	400	
2015	19 000	4 100	8 600	1 900	4 400	6 700	1 900	4 300	500	
2016	18 800	3 300	9 700	1 900	3 900	5 800	1 900	3 000	900	

* Les taux de chômage français et suisse se fondent sur des définitions différentes, ce qui rend leur comparaison délicate.

** Départements : estimations en date réelle ; zone d'emploi : données en date réelle pour les années 2013 et 2014, en date de prise en compte pour les années 2015 et 2016.

Source : Observatoire statistique transfrontalier

Liste et sources des graphiques et des cartes

- G 01 – Evolution de la population depuis 2001 (janvier 2001 = 100)
Sources : INSEE – Recensement de la population, Estimations de population (F), OCSTAT , Statistique cantonale de la population (GE), Statistique-Vaud (VD)
- G 02 – Evolution du nombre d’émigrés du canton de Genève, par destination (début 1999 = 100)
Source : OCSTAT – Statistique cantonale de la population
- G 03 – Evolution de l’emploi (fin 2001 = 100)
Sources : INSEE – estimations d’emploi (F), OFS – Statistique de l’emploi (CH)
- G 04 – Evolution du nombre de frontaliers étrangers en activité en Suisse (fin 2004 = 100)
Source : OFS – Statistique des frontaliers
- G 05 – Taux de chômage moyen annuel, en %
Sources : INSEE (F), SECO (CH)
- G 06 – Evolution du nombre de chômeurs transfrontaliers indemnisés (4^e trimestre 2004 = 100)
Source : Pôle Emploi
- G 07 – Logements commencés
Sources : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (F), OCSTAT – Statistique du parc immobilier (GE), OFS, Statistique des bâtiments et logements (VD)
- G 08 – Logements commencés dans l’Espace transfrontalier genevois
Sources : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (F), OCSTAT – Statistique du parc immobilier (GE), OFS , Statistique des bâtiments et logements (VD)
- C 01 – Variation de la densité de population entre 2009 et 2014
Sources : INSEE - Recensement de la population (F), OFS - Statistique de la population (CH)
- C 02 – Part d’actifs travaillant dans le canton de Genève parmi les actifs occupés des communes françaises, en 2014
Source : INSEE – Recensement de la population
- C 03 – Évolution du taux de chômage par zone d’emploi (France) et canton ou district (Suisse)
Sources : INSEE (F), SECO (CH)
- C 04 – Construction de logements par EPCI (F) et canton ou district (CH)
Sources : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (F), OCSTAT – Statistique du parc immobilier (GE), OFS – Statistique des bâtiments et logements (VD)

Publications de l'Observatoire statistique transfrontalier

Fiches thématiques

Les conditions de vie dans le bassin genevois
(Fiche 1-2017), OST, 2017

L'activité des aéroports de Lyon-Saint Exupéry et de Genève
(Fiche 4-2016), OST, 2016

Projections démographiques 2016 - 2040 pour l'espace transfrontalier genevois
(Fiche 3-2016), OST, 2016

La structuration du bassin franco-genevois par les flux domicile-travail
(Fiche 2-2016), OST, 2016

L'agglomération genevoise en comparaison européenne :
résultats 2012-2013 de l'Audit urbain (Fiche 1-2016), OST, 2016

Tissu productif : porté par le secteur des services marchands,
il affiche de forts contrastes territoriaux (Fiche 1-2015), OST, 2015

Revenus fiscaux des ménages du Genevois français (Fiche 3-2014), OST, 2014

Conditions d'habitation dans l'Espace transfrontalier genevois
(Fiche 2-2014), OST, 2014

Parc de logements et bâtiments dans l'Espace transfrontalier genevois
(Fiche 1-2014), OST, 2014

Les ménages actifs de la zone d'emploi du Genevois français face au travail frontalier
(Fiche 4-2013), OST, 2013

Profil des actifs transfrontaliers de la zone d'emploi du Genevois français
(Fiche 3-2013), OST, 2013

La Genève transfrontalière en comparaison européenne: résultats de l'Audit urbain 2007-2009
(Fiche 2-2013), OST, 2013

Précarité dans l'Espace transfrontalier genevois
(Fiche 1-2013), OST, 2013

Projections démographiques 2011-2040 pour l'Espace transfrontalier genevois
(Fiche 1-2012), OST, 2012

L'emploi dans les fonctions métropolitaines en Rhône-Alpes et en Suisse en 2008
(Fiche 12 2*), OST, 2011

L'espace urbain franco-valdo-genevois en comparaison européenne (Fiche 01**), OST, 2010

Migrations résidentielles de la Suisse vers Rhône-Alpes (Fiche 01*), OST, 2010

Dix ans de développement économique (Fiche 12*), OST, 2010

Liste complète sur www.statregio-francosuisse.net

Synthèses annuelles

2002 à 2016

Cette Synthèse 2017 a été réalisée avec la collaboration des institutions ou services suivants :

Office fédéral de la statistique (OFS)

Statistique Vaud (STATVD)

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Auvergne-Rhône-Alpes
(DREAL)

Direction des Statistiques, Enquêtes et Prévisions de Pôle Emploi



Créé à l'initiative du Comité régional franco-genevois, l'Observatoire statistique transfrontalier, qui couvre les départements français de l'Ain et de la Haute-Savoie, et les cantons suisses de Genève et de Vaud, est mis en œuvre par les institutions statistiques territorialement concernées : l'Office cantonal de la statistique du canton de Genève (OCSTAT) et l'INSEE Auvergne-Rhône-Alpes. Statistique Vaud (STATVD) met à disposition ses données.

Institué en 2001 dans la perspective de l'entrée en vigueur des accords bilatéraux I afin d'en mesurer les effets, ceux-ci ne pouvant que grandir avec les étapes successives d'application, l'Observatoire répond aussi aux besoins d'information nécessaires à la description, à la compréhension et au pilotage d'une région frontalière en développement : il s'attache à fournir une vision homogène et circonstanciée, sans rupture aux frontières. L'observation se fait à deux échelles : d'une part, le Territoire franco-valdo-genevois (les quatre entités institutionnelles) et, d'autre part, l'Espace transfrontalier genevois, composé du canton de Genève, de la zone d'emploi du Genevois français et du district de Nyon, qui peut donc être situé dans son cadre de référence institutionnel.

Pour ce faire, l'Observatoire statistique transfrontalier utilise les données de la statistique publique, les associe et les valorise dans le respect des règles de la profession et, le cas échéant, met en œuvre des techniques statistiques complexes pour élaborer des informations très spécialisées.

Pour toute information

Site web de l'OST : www.statregio-francosuisse.net

**Institut national de la statistique et
des études économiques**
Direction régionale Auvergne-Rhône-Alpes
165, rue Garibaldi
69401 Lyon Cedex 03
Téléphone : +33 9 72 72 4000
Messagerie : insee-contact@insee.fr
Internet : www.insee.fr

Office cantonal de la statistique (OCSTAT)
82, route des Acacias
Case postale 1735 - 1211 Genève 26
Téléphone : +41 22 388 75 00
Messagerie : statistique@etat.ge.ch
Internet : www.ge.ch/statistique

